

Le projet de plateforme Solidaire rate la cible du projet de société **Diversión médiatique et campagne surprise pour éviter le débat**

Si l'on se fie aux monopoles médiatiques, le grand enjeu Solidaire de l'heure serait la fusion avec Option nationale. Pourtant l'enjeu majeur du prochain congrès du début décembre, même si la question de cette fusion est à l'ordre du jour, est censé être l'adoption de la plateforme électorale 2018. Et que trouve-t-on derrière le débat sur cette fusion ? Encore une fois le débat sans fin à propos de la Constituante qui a retenu toute l'attention médiatique lors du congrès de la révision du programme au printemps 2016 aux dépens de la radicalisation anti-capitaliste du programme sur le type de société à construire et surtout sur les cibles de réduction des gaz à effet de serre (GES) et du rejet des solutions passant par le marché. Et dans quel cul-de-sac s'engouffrent les intellectuels organiques du parti ? Je vous le laisse à deviner. Mais peut-être que l'enjeu du prochain congrès serait de contrer les pouvoirs régaliens du Premier ministre ? À moins de ne pas se soucier de ce congrès pour plutôt faire signer une nouvelle pétition Solidaire pour le salaire minimum à 15\$ l'heure ?

Quel autre débat se cache sous les jupes de la fusion ? Le même qui a retenu l'attention médiatique du congrès du printemps 2017 soit la stratégie de l'alliance avec les souverainistes nationalistes. Il n'a pas suffi que le congrès, au grand dam de la direction du parti, rejette haut la main l'alliance avec le PQ et qu'il débusque in extremis les négociations discrètes au sein du OUI, émanation du PQ. Cette porte fermée pour l'instant mais persistant à mordre dans l'os de l'alliance nationaliste, la direction du parti se rabat sur la fusion avec Option nationale, la mauvaise conscience indépendantiste du PQ. Piège à homard avec le fleurdéliné comme appât, le congrès n'a pas compris que cette fusion avec ce petit parti à la marge était la tentative ultime d'alliance nationaliste. Elle permettrait de se laver du péché fédéraliste tout en évitant le cauchemar de la radicalité programmatique votée en 2016 quitte à jouer au funambule avec la Constituante. Entre-temps, on laisse au PQ l'initiative du soutien à la Catalogne et au OUI péquiste le soin de la mobilisation contre la répression du référendum catalan.

Démocratie participative, vous dites ?

Il fallait tout de même se soucier de la plateforme, formalisme démocratique oblige. Au lieu d'un processus permettant un débat de fond comme celui du premier semestre de 2017 à propos de la Constituante, la direction du parti accorde cinq semaines, sept pour les futés de l'intranet du parti, pour assimiler 66 pages du projet de plate-forme, se faire une tête pour des amendements et rajouts, les débattre et les formuler collectivement.

Les membres du PQ ont disposé de huit mois pour ce faire. Pour ajouter l'injure à l'insulte démocratique, la proposition péquiste était hiérarchisée politiquement et avec slogans. Celle Solidaire est présentée par titres et sous-titres en ordre alphabétique car « *[l]a structure de la plateforme finale, l'ordre de présentation des engagements, sera très différents et un travail de réécriture est prévu* »¹ comme s'il n'y avait là que formalités. Alors que le PQ avait mis en évidence son projet de plateforme sur son site dès janvier 2017, avec même une présentation sur YouTube, celle Solidaire n'est disponible que discrètement sur seulement l'intranet du parti.

Cette « fenêtre de vulnérabilité » de modification de la proposition de plateforme représentait quand même trop de risques aux yeux de la direction du parti. Elle a décidé de faire un gros *splash* médiatique avec la question du pouvoir quasi dictatorial du Premier ministre... et une précieuse heure du prochain congrès. Pourtant cette revendication, pertinente en soi, n'est ni l'objet d'une revendication particulière du mouvement social ni contenue dans le projet de plateforme ou encore dans le programme. On a l'impression qu'en plus de vouloir distraire

¹ Projet de plateforme 2018 seulement disponible sur l'intranet du parti

l'attention des membres du parti, la revendication de la démocratisation du conseil des ministres, en soi bien étroite, vise à résoudre une querelle de prééminence entre les porte-parole, entre la représentante des anciens membres et celui des nouvelles adhésions.

Comme si ce n'était pas suffisant pour distraire les militantes du dur labeur sur la plateforme en si peu de temps, la direction du parti enclenche en grande pompe une pétition pour le salaire minimum à 15\$ l'heure... une énième pétition sur le sujet mais cette fois réservée aux bas salariées. La direction du parti ne semble pas réaliser l'aspect inquisiteur d'une telle démarche se mêlant à une bonne dose de condescendance. Au lieu d'un rôle de leadership politique, cette campagne fait du parti un substitut au mouvement social alors qu'elle aurait dû être une proposition au mouvement social par l'intermédiaire de ses membres y militant. S'ajoutant aux distractions médiatiques, cette initiative d'en haut a pour effet d'accaparer le temps rare des militants au lieu de plancher sur la plateforme. La direction du parti eut voulu saboter le débat sur la plateforme qu'elle n'aurait pas agi autrement.

Quel membre qui prend au sérieux l'élaboration démocratique de la politique du parti ne s'est-il pas aperçu du système efficace de filtration allant du programme au discours des porte-parole, le seul qui se rend à la grande majorité de l'électorat ? Chemin faisant cette politique passe par le contenu de la plateforme longue, puis celle hiérarchisée en bonne et due forme, puis la version courte, puis le cadre financier, puis le texte des dépliants et celui des communiqués de presse. À la fin du processus une chatte n'y retrouve pas ses petits. On aura beau clamer qu'au PQ ultimement c'est le chef qui décide, il n'en reste pas moins que chez les Solidaires, faute de chef quoique..., la direction a recours aux tactiques de la diversion et de la filtration

Unir plein emploi des XIX^{ie} et XX^{ie} siècles et révolution écologique du XXI^{ie} siècle

Et quel contenu non hiérarchisé politiquement ! Une interminable et indigeste liste d'épicerie où la colonne vertébrale du programme a été éliminée sauf à confondre le formalisme institutionnel de la Constituante avec un projet de société alternatif. Quel a été depuis le XIX^{ie} siècle la clef de voûte de la lutte ouvrière et populaire contre la pauvreté, contre les inégalités, pour la dignité, pour avoir le rapport de force pour tenir tête au capital ? Le plein emploi. La plateforme n'en dit mot. Où est « *la politique de plein emploi* » du programme car « *[u]ne société riche, qui se veut démocratique et respectueuse des droits sociaux, doit fournir à chacune et à chacun l'opportunité de gagner sa vie.* »² L'intensité exponentielle de la crise climatique et de celle de la biodiversité démultipliant catastrophes climatiques, guerres et migrations et aggravant le corrupteur capitalisme des copains (*crony capitalism*), stade néolibéral ultime, a fixé comme tâche centrale à la gauche contemporaine le plein emploi pour le XXI^{ie} siècle, soit le plein emploi écologique.

C'est cette priorité programmatique qu'avait réaffirmée le congrès Solidaire du printemps 2016 en accordant les cibles de réduction de gaz à effet de serre (GES) à l'objectif des Accords de Paris : « *afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990.* » Et pour bien faire comprendre que les moyens pour atteindre cette cible ne passent pas par le marché, le congrès a réaffirmé « *[s]'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outil d'enrichissement des multinationales [...et] [s]'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.* » Toutes ces décisions cruciales ont été évacuées de la proposition de plate-forme. Le projet se contente de dire vouloir « *atteindre la cible d'une réduction de 95% d'ici 2050 par rapport au niveau de 1990* »³... alors qu'officiellement « *[p]our 2050, le Québec vise plus de 90-95 %, conformément à l'engagement d'une association internationale dont il fait partie.* »⁴

2 Sauf exception référée, les citations proviennent du [programme Solidaire](#)

3 Projet de plateforme 2018

4 La Presse canadienne, [Couillard doute que le Canada atteigne sa cible de réduction des GES](#), Radio-Canada, 17/11/16

N'importe quel écologiste sérieux vous dira que l'absence de cible intermédiaire d'ici 2050, si généreuse cette dernière apparaît-elle, constitue une démission car en politique plus de 30 ans est une durée infinie... d'où l'équivalence des cibles Libéral et Solidaire pour 2050 !

Un parti reflet des mouvements... mais qui refuse un rôle de leadership

Heureusement que l'on retrouve dans la plate-forme certains moyens et politiques progressistes auxquels n'adhèrent nullement les trois autres partis présents à l'Assemblée nationale. Si on oublie les généralités sans objectifs ni échéances à la mode Libéral ou PQ, on doit retenir par exemple la gratuité du transport collectif sur dix ans, le salaire minimum à 15\$ l'heure (ce avec quoi le PQ est d'accord tout comme les Libéraux ontariens), la réduction anti-consumériste de la semaine de travail à 35 heures tendant à 32, la construction de 50 000 logements sociaux écologiques, la gratuité scolaire (mais non celle des soins dentaires et optométristes), la prise de contrôle quand ce n'est pas la nationalisation des entreprises des secteurs de l'énergie, du transport et des ressources naturelles et, bien sûr, le rejet de toute exploration, exploitation et transport d'énergie fossile et d'uranium.

Là où cependant le bât blesse c'est la crédibilité des quelques engagements du parti sur le sujet. Certes, le parti s'engage à la suite du mouvement social : le refus de tout pétrole pour lequel le parti s'est finalement engagé après des mois de tergiversations suite aux pressions des mouvements écologiste et autochtone, la politique de logement social poussée par le FRAPRU, la gratuité scolaire poussée par l'ASSÉ, le salaire à 15\$ poussé par le mouvement syndical et immigrant. Québec solidaire, malgré des hésitations et quelques erreurs corrigées en cours de route, a toujours soutenu les luttes sociales, ce qui le démarque qualitativement du NPD.

Reste que l'engagement de la gratuité du transport public, avec tout son potentiel de mobilisation écologique, et celui des nationalisations des secteurs stratégiques, indispensables à tout plan vert sérieux, n'ont jamais passé dans le discours des porte-parole... et encore moins les cibles de 2030 comme le rejet du marché du carbone.

La tactique électoraliste avant la stratégie du projet de société

La contradiction entre projet de plate-forme et discours de l'aile parlementaire trouve une illustration limpide à propos des récentes priorités « économiques » que le parti défendra cet automne. (On ne reviendra pas sur son refus systématique de faire valoir le programme du parti lors des fermetures ou de congédiements massifs.) Pour la révision de la Loi sur les normes du travail, les députés du parti mettront de l'avant l'augmentation du temps de vacances annuelles obligatoire de deux à quatre semaines et l'ajout de deux jours fériés payés supplémentaires. On laisse tomber la semaine de 35 heures (et faire « payer 5 des 10 journées de congé pour responsabilité familiale prévues par la loi »⁵) mis de l'avant dans le projet de plate-forme.

S'imaginer-t-on que soudainement, quand la plateforme électorale sera rendue public, les mêmes porte-parole vont durcir leur discours sur la question des normes de travail ? On les accuserait d'hypocrisie et avec raison. Le parti a-t-il un programme pour les discours du dimanche, une plateforme pour le temps des élections, et même là, et le discours realpolitik en saison régulière ? Espère-t-on créer la confiance dans le parti avec cette confusion du double et même triple discours ? On sent ici l'irrésistible tentation électoraliste.

Elle est particulièrement forte en ces temps de montée de la popularité de la CAQ, troublant paravent de la Meute et consorts, et dans une moindre mesure celle de Québec solidaire. Ce qui oblige le PQ au grand écart suprême entre la droite et la gauche. Cet périlleux exercice, comme la Tour de Pise, penche à droite étant donné que le vote de la CAQ pèse plus lourd. L'habileté tactique

5 Projet de plateforme 2018

du chef péquiste en est tellement mis à rude épreuve qu'il glisse sans cesse sur des pelures de banane à connotation raciste. Même l'aile démocratique du PQ en a des sueurs froides. La direction Solidaire a eu beau en profiter pour enregistrer un succès tactique en dénonçant la dangerosité des dérapages du chef péquiste. Chapeau.

Il n'y a qu'un pas à faire pour systématiser ce facile comportement de dénonciation pour la campagne (pré)-électorale en y ajoutant une bonne dose de moralisme humanitaire envers les damnées de la terre d'ici et d'ailleurs. Cela permet de faire l'économie du projet de société qui laboure le terreau profond des rapports sociaux de plus en plus inégalitaires et hiérarchiques d'où surgissent les nauséabondes mauvaises herbes de la vengeance primaire. C'est celles-ci qui envahissent le champ social et politique quand la gauche renonce à ce dur labour de faire valoir son projet de société de plein emploi écologique pour sauver la civilisation.

On trouvera une proposition de ma part d'un condensé de ce projet de société sur le site de Presse-toi-à-gauche⁶. En ces temps troubles de désarroi, ne pas incarner concrètement le monde nouveau d'émancipation sociale et de libération nationale est une grave erreur stratégique.

L'électorat est prêt à se mobiliser si on lui montre et démontre le projet de société

Le parti fait beaucoup de cas, et avec raison, de la lutte contre le pétrole sous toutes ses formes. Beaucoup de ses militantes s'y sont engagées sur le terrain. Mais tout cet activisme ne répond pas à deux objections cruciales sans cesse ramenées par la population. La première : on aura besoin de pétrole pour encore un bon bout de temps donc vaudrait mieux un pétrole québécois en attendant. La deuxième provenant surtout de la Gaspésie : on a besoin de travail donc d'exploiter nos richesses naturelles quelles qu'elles soient quitte à prendre des précautions dont la préservation de l'eau. Ces questions paralysent la riposte sociale en l'empêchant de prendre de l'ampleur au-delà de la militance. C'est le rôle fondamental du parti de répondre à ces objections tout en participant par ses membres à la mobilisation au sein du mouvement écologique. D'où l'alternative du plein emploi écologique.

On objectera qu'une telle orientation radicale risque de résulter en déception électorale. En général, la corrélation est faible entre la teneur de la plateforme et le résultat électorale d'un parti, surtout à la marge, tellement ce résultat dépend de la conjoncture du moment, de l'(im)popularité du parti au pouvoir et de la crédibilité du ou des partis de l'alternance sans compter les aléas de la campagne électorale auprès d'un électorat devenu volatil. Qu'en est-il de ces temps-ci ? La performance électorale Solidaire de 2014 aurait été un rabat-joie n'eut été de l'élection in extremis d'une troisième députée.

Par contre, en 2015 en Grèce, en 2016 aux EU et en 2017 en Grande-Bretagne, des partis ou des candidats radicaux, dans un contexte mondial tournant vers la droite extrême ou dure, ont remporté des succès électoraux inattendus. (Ces succès ne doivent pas obscurcir leurs contradictions, dont celui d'un radicalisme pas toujours conséquent et d'un arrimage déficient aux mobilisations). Pourquoi en serait-il autrement dans le Québec du Printemps érable dont le porte-parole homme est devenu celui de Québec solidaire ?

Le plein emploi écologique, solution à la contradiction de la Constituante

Ce radicalisme s'impose d'autant plus qu'il est nécessaire pour sortir de la contradiction de la Constituante inévitable étant donné le rapport de force actuel défavorable à l'indépendance. Celle-ci se retrouve coincée entre une version officielle démocratique mais forcément non automatiquement indépendantiste et l'autre indépendantiste mais forcément anti-démocratique.

⁶ Marc Bonhomme, [Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole](#), Presse-toi-à gauche, 12/09/17

Rechercher des solutions mitoyennes sur ce même terrain institutionnel ne résout en rien la contradiction sauf à semer la confusion.

Pour y arriver il faut proposer une solution modifiant les rapports sociaux ce qui requiert des mobilisations de grande ampleur. La Constituante en est certes le moment institutionnel mais il se conjugue avec les essentielles grandes mobilisations résultant des contradictions sociales de la combinaison des crises écologique, économique, politique et idéologique dont la crise climatique devient le fer de lance. On ne fait pas des constituantes à froid. C'est à ces mobilisations que le parti a à contribuer par la proposition haut et fort d'un projet de société de plein emploi écologique.

La majorité populaire se ralliera à l'indépendance non seulement à cause du rejet du *Quebec bashing* assimilateur mais aussi à cause de ce projet de société dont Québec solidaire a à être porteur. Ce projet est bloqué au sein d'un Canada pétrolier et contrôlé plus qu'ailleurs par la Finance. Dans ce pays construit par la conquête de peuples non anglophones et par la tentative de les faire disparaître ou de les assimiler, l'oppression du peuple québécois (et acadien) sur fond de dépossession des peuples autochtones et inuit est le fondement historique d'une domination structurelle paralysant une révolte pan-canadienne unitaire. De par l'histoire et de par la force démographique, économique et politique du peuple québécois, l'indépendance est la clef de de la porte de sortie de ce cul-de-sac stratégique y compris pour le peuple canadien.

Que faire d'Option nationale ?

Le projet de société d'un Québec indépendant de plein emploi écologique ne peut vaincre sans une vaste mobilisation populaire. Cette compréhension est à la racine pluraliste de Québec solidaire. Le souverainistes nationalistes clignotant à gauche y ont évidemment leur place. Bienvenue donc au petit parti Option nationale que Québec solidaire est maintenant en mesure d'incorporer. Veulent-ils conserver leur organisation comme collectif ? Les statuts Solidaire le permettent... mais sans véritable droit de tendance car ces collectifs n'ont pas le droit d'être représentés dans les instances nationales. Ce défaut originel se corrige et l'adhésion d'Option nationale pourrait en être l'occasion. En prime, étant donné leur importance politique et même numérique par rapport aux collectifs existants, le congrès pourrait créer un poste supplémentaire temporaire leur étant destiné au sein du Comité de coordination nationale.

À ses membres ensuite de persuader le parti du bien-fondé de leur conception de la Constituante ou à propos de tout autre point. Mais en aucun cas, ce petit parti n'a à se servir du prétexte de la fusion pour imposer à Québec solidaire un quelconque élément programmatique et encore moins sur un point perçu comme essentiel et même stratégique. Par contre, l'interface Québec solidaire – Option nationale aurait été le lieu politique par excellence pour appeler à un soutien populaire au droit à l'autodétermination de la Catalogne bafoué par l'autoritarisme espagnoliste. La passivité des deux partis a permis à une composante du OUI-Québec, une fédération d'organismes nationalistes liés au PQ, d'occuper ce terrain. Ainsi les Solidaires, représentant potentiel de l'indépendantisme internationaliste, se mettent à la remorque des souverainistes nationalistes au lieu de se construire comme chef de file du camp indépendantiste.

Marc Bonhomme, 21 septembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca